

Mémoire présenté par la
Fédération nationale des communications – CSN

à la Commission sur l'eau, l'environnement,
le développement durable et les grands parcs

dans le cadre de la
Consultation publique sur le contrôle des circulaires

Octobre 2019

Fédération nationale des communications – CSN
1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) H2K 4M5
Tél. : 514 598-2132
Télec. : 514 598-2431
www.fnc.com.org

Table des matières

Introduction.....	5
Les hebdos : des piliers à la vie des communautés locales.....	6
La presse écrite et les hebdos montréalais en crise	Erreur ! Signet non défini.
Impacts appréhendés de la modification réglementaire.....	7
Atteindre une meilleure conformité réglementaire	Erreur ! Signet non défini.
Repenser la gestion de nos matières résiduelles.....	Erreur ! Signet non défini.
Conclusion	9
Recommandations.....	10

Introduction

La Fédération nationale des communications (FNC), affiliée à la CSN, regroupe près d'une centaine de syndicats totalisant environ 6000 artisans des médias écrits et électroniques principalement au Québec, mais aussi en Ontario et au Nouveau-Brunswick. À ce titre, la FNC constitue au Québec, l'organisation syndicale la plus représentative et la plus importante du secteur des communications et des médias. La FNC représente d'ailleurs une quarantaine d'employé-es de l'entreprise Métro Média, propriétaire notamment de seize journaux de quartiers francophones Montréalais hebdomadaires ou bimensuels et du quotidien *Métro*.

La FNC est heureuse de pouvoir participer aux débats entourant la réglementation sur le contrôle des circulaires sur le territoire de la Ville de Montréal. Cet enjeu est pour nous sensible, puisque le Publisac constitue le moyen de distribution des hebdomadaires locaux à Montréal, ainsi que dans la quasi-totalité des villes et des régions du Québec. Les journaux de quartier apportent une contribution essentielle à la vie communautaire sur le plan démocratique, social, économique et culturel qui doit être reconnu. Cela renforce la cohésion sociale et la participation citoyenne des quartiers de Montréal.

Nous désirons par ailleurs attirer l'attention de la commission sur la crise que vit la presse écrite et qui touche fortement les hebdomadaires distribués sur le territoire de la Ville de Montréal. Cette crise met en lumière le danger qui guette l'information locale face à un possible changement dans son mode de distribution. Si un mode de distribution des circulaires basé sur l'option d'adhésion (« opt-in ») est instauré, la FNC arrive malheureusement à la conclusion qu'aucune option alternative ne serait viable pour assurer une distribution élargie des hebdomadaires. C'est pourquoi l'approche selon l'option de retrait doit être conservée. Nous sommes toutefois conscients qu'un resserrement doit être opéré dans l'application de cette approche, afin de viser une meilleure conformité face aux règles édictées par la ville, et ainsi assurer que le droit de retrait exercé par les citoyens qui le désirent soit respecté.

Nous pensons enfin qu'il y a lieu de réfléchir sur la modernisation des centres de tri et sur l'utilisation des sacs plastiques dans la distribution des circulaires.

Les hebdos : des piliers à la vie des communautés locales

La contribution des hebdomadaires à leur communauté doit être reconnue à juste titre. Pour la FNC-CSN, ils sont de véritables piliers en soutien à la vie politique, sociale, économique et culturelle des quartiers de Montréal. Si ce pilier s'effondre, c'est toute la structure qui est ébranlée.

Une étude de Pew Research Center révèle qu'il existe un lien étroit entre, d'une part, l'engagement civique et la participation des citoyennes et citoyens aux élections locales et, d'autre part, les habitudes de consultation des médias d'information locaux¹. Cela n'a rien de surprenant. Les médias locaux sont les seuls qui peuvent informer de manière non partisane les citoyens sur les enjeux d'intérêts publics : les enjeux et les problématiques vécus à l'échelle locale qui sont d'intérêt public, l'actualité politique locale, dont la tenue des conseils d'arrondissement ou les modifications de zonages, les projets de développement économique locaux, les initiatives citoyennes, les réalisations ou les événements sportifs et culturels, etc. En ce sens, les hebdos sont essentiels à la vie démocratique locale et contribuent à tisser des liens entre les membres des communautés locales.

Si quelques élus municipaux ailleurs au Québec ont pu développer l'idée qu'il valait mieux se passer du regard scrupuleux des journalistes indépendants face à l'actualité politique locale, nous soutenons qu'une presse locale forte aide à faire ressortir les enjeux locaux lors des élections provinciales ou fédérales. Des études avancent d'ailleurs que les médias sociaux ne peuvent pas se substituer aux médias locaux en la matière².

Alors que la présente consultation se penchera sur les impacts environnementaux de la distribution des circulaires et des journaux de quartier, il est bon de rappeler que ces derniers sont les mieux placés pour faire connaître les enjeux environnementaux à échelle locale. Projet de ruelle verte, jardin communautaire, initiative de réduction de la circulation automobile dans une rue résidentielle, nouvelle piste cyclable, travaux de réfection d'un parc : voilà autant d'enjeux environnementaux qui intéressent la population d'un quartier et dont seuls les journaux locaux peuvent en assurer la couverture. En effet, les grands quotidiens et les médias nationaux ne peuvent s'intéresser à ce type d'enjeu local que sur une base très ponctuelle.

Les hebdos sont également importants comme soutien à l'économie locale et aux services de proximité. Bien des commerces et des entreprises locales n'ont pas les moyens de se faire connaître par le moyen des médias nationaux et visent à desservir une clientèle avant tout locale. De plus, ils sont également un véhicule d'information

¹ BARTHEL, Michael et coll. (2016) *Civic Engagement Strongly Tied to Local News Habits*, Pew Research Center

² BRUNELLE, Anne-Marie et Colette BRIN (2019), *L'information locale et régionale au Québec*, Centre d'étude sur les médias, p. 7

important pour les organismes communautaires, pour qui il serait autrement impossible de rejoindre un éventail élargi de la population.

Les journaux de quartier permettent enfin la diffusion des avis légaux des organismes municipaux auprès d'une partie de la population qui ne consulte pas nécessairement le site Internet municipal.

Les hebdomadaires locaux sont une source d'information particulièrement importante pour certains groupes de populations vulnérables, dont les personnes immigrantes et les personnes âgées. Les personnes âgées ont en général moins accès ou utilisent moins Internet pour s'informer que les plus jeunes. Or, Montréal voit son profil démographique vieillir et l'importance de la population âgée est appelée à croître ces prochaines années. C'est dans ce contexte que la ville s'est dotée d'un plan d'action à la faveur des aîné-es nommé *Montréal, métropole à l'image des personnes âgées*. Parmi les quatre axes d'intervention de ce plan d'action, les hebdomadaires contribuent grandement à la réalisation de deux axes : l'axe 2 « *Pour plus de cohésion sociale* » et l'axe 3 « *Des personnes âgées engagées dans leur communauté* ». Assurer la pérennité des hebdomadaires contribuera donc à l'atteinte des objectifs fixés.

La Ville de Montréal doit se positionner clairement en faveur de la pérennité des hebdomadaires montréalais et de l'information locale. C'est d'ailleurs ce qui avait été fait en 2013 lors des coupures de postes dans les hebdomadaires montréalais. Le Conseil municipal avait unanimement adopté une motion pour contester une telle mesure. Ces convictions, que nous croyons profondément sincères, doivent maintenant s'articuler au travers de décisions cruciales quant à l'avenir de la réglementation entourant la distribution des circulaires.

Impacts appréhendés de la modification réglementaire

Les hebdomadaires de quartier sont distribués dans le Publisac. En fait, à l'échelle du Québec, 120 journaux (hebdomadaires, bimensuels et mensuels) le sont par l'entremise du Publisac, selon Transcontinental. Tout changement réglementaire touchant le mode de distribution du Publisac aura inévitablement des conséquences sur ces derniers. Le sondage SEGMA commandé par la ville indique que plus de 85 % des personnes qui reçoivent le journal local le consultent régulièrement ou à l'occasion, ce qui indique qu'il y a un besoin de la population pour ce genre de publication.

Or, c'est avec vive inquiétude que nous avons pris connaissance de l'intention annoncée de Transcontinental de mettre fin à la distribution du Publisac advenant une modification réglementaire en faveur de l'option d'adhésion (dit « *opt-in* »). L'alternative en matière de distribution (Postes Canada) représente une option deux à trois fois plus élevée pour les éditeurs. Dans le contexte de la crise des médias et de la fragilité des hebdomadaires montréalais, cette option n'est pas viable.

Par ailleurs, nous ne pensons pas que les hebdomadaires soient capables de compenser les surcoûts liés à la distribution par une augmentation des revenus publicitaires, advenant la fin du Publisac.

Conclusion

À l'heure où les médias écrits vivent une crise sans précédent, nous devons garder espoir en l'avenir de l'information indépendante et de qualité. Déjà, les gouvernements du Canada et du Québec ont fait des premiers pas. Au début du mois d'octobre, le gouvernement provincial a annoncé un plan d'aide représentant un soutien de près de 50 millions de dollars par année d'ici 2023-2024, comprenant notamment un nouveau crédit d'impôt remboursable pour soutenir le salaire des employé-es de salles de rédaction et du personnel lié à l'exploitation des technologies de l'information des médias écrits. Le gouvernement fédéral a quant à lui annoncé dans son dernier budget trois nouvelles mesures fiscales dans le but de soutenir le travail accompli dans les salles de rédaction, le virage numérique et la transformation des modèles d'affaires en faveur des initiatives de donataires. Le coût de ces mesures est estimé à 595 millions \$ sur cinq ans. Un consensus émerge selon lequel d'autres mesures structurantes devront être mises en place pour assurer la viabilité à long terme de la presse écrite (sous format papier ou numérique) et pour assurer une équité fiscale et réglementaire entre les géants du numérique et les entreprises de presse. Beaucoup de chemin reste à parcourir, mais nous avançons dans la bonne direction.

Les municipalités doivent maintenant répondre à l'appel. Elles doivent faire leur part pour préserver une presse locale indépendante, capable de produire un contenu de qualité. La Ville de Montréal est maintenant saisie d'une occasion pour répondre présent, en préservant un mode de distribution capable de supporter les hebdomadaires de quartier.

La vision que nous proposons permettra à la fois de s'assurer de la survie des hebdomadaires locaux et de lutter plus efficacement contre la sollicitation commerciale non désirée. Nous enjoignons la ville à s'en inspirer pour moderniser le contrôle des circulaires.

Recommandations

La FNC recommande :

Que la Ville de Montréal et les arrondissements reconnaissent le caractère essentiel des hebdomadaires de quartier dans la vie démocratique et communautaire locale et, qu'à ce titre, ils s'engagent à en assurer la pérennité;

Que la Ville de Montréal et les arrondissements maintiennent ou réinstaurent la publication des avis municipaux au sein des hebdomadaires et des quotidiens distribués sur leur territoire respectif;

Qu'en matière de réglementation sur la distribution des circulaires, la Ville de Montréal maintienne l'option de retrait (« opt-out »);

Que la Ville de Montréal resserre les mesures de contrôle de la distribution des circulaires, afin d'accroître la conformité réglementaire en la matière et qu'elle facilite l'accès à l'option de retrait aux citoyennes et citoyens qui en font la demande;

Que la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec s'engagent à moderniser les centres de tri de matières recyclables, afin d'améliorer la qualité et la standardisation des matières traitées, notamment le papier, et qu'ils engagent des discussions avec les acteurs de l'industrie afin de trouver des alternatives crédibles et écologiques à l'usage du sac plastique dans le cadre de la distribution du Publisac.